

FÉVRIER 1929
5^e ANNÉE



LE CREUSET

ORGANE MENSUEL DE PROPAGANDE SYNDICALE
— EDUCATION — ETUDE — AGRÉMENT —

LE CREUSET

Bulletin Mensuel de Propagande Syndicale

Rédaction et Administration Jean DE BOE. « Le Creuset », 23, place Saint-Géry. Bruxelles.
Les articles n'engagent que leurs auteurs.

Sommaire :

Il faut choisir (p. 17); *A propos de la taxe professionnelle* (p. 21); *Coin du Morticole* (p. 22); *Le Pèlerin de Moscou* (p. 23); *Notre Syndicat est-il neutre?* (p. 29); *Mensonge - Hypocrisie!* (p. 31).

IL FAUT CHOISIR

A droite?... A gauche?...

Pour la « paix industrielle »?

Pour la conquête de nos droits?

Jamais questions ne furent posées avec autant de netteté. Jamais organisation n'eut à prendre position devant l'avenir d'une façon aussi catégorique.

D'un côté, l'expérience concluante des attermolements, des compromissions, des faiblesses de ces dernières années, aboutissant à des amoindrissements successifs de nos conditions de travail.

De l'autre côté, la volonté de réaliser, de suite, en dépit de toute considération fallacieuse, le redressement de notre salaire minimum sur la base d'avant-guerre.

D'un côté, le passé, les conceptions vieillottes, les méthodes périmées.

De l'autre côté, l'adaptation progressive de la lutte syndicale au développement des forces coalisées du patronat.

Ces deux tendances ont leurs défenseurs au sein de notre Association Typographique. Les uns et les autres se proposent aux suffrages de nos mem-

bres. Consultation dont les conséquences seront très importantes. Il importe que chacun puisse choisir consciemment, c'est-à-dire en connaissance de cause.

* * *

Et la question serait simple si l'on n'avait tout mis en œuvre, depuis des mois, des années, pour l'embrouiller. On a fait intervenir des questions de personnalité; on a exploité des antagonismes politiques; on a eu recours à la presse quotidienne; on a empoisonné notre bulletin fédéral, tant et si bien que la péréquation intégrale de notre salaire équivaut, dans l'esprit de beaucoup de nos confrères, à « bolchevisme », et qu'il existe une singulière confusion entre Moscou et le Comité de l'Association.

Qui a provoqué cette confusion? Voyons :

D'un côté, il y avait les défenseurs du minimum de salaire indispensable et incontestable à nos associés: c'est-à-dire un salaire théoriquement équivalent de celui qu'ils gagnaient avant la guerre. Revendication pas bien méchante — puisqu'elle impliquait un

piétinement sur place de quinze années déjà — ce qui ne s'était jamais vu auparavant. Il est certain que, sans la guerre, les typographes auraient exigé, depuis 1914, des améliorations de leurs conditions de salaires. Donc, le fait d'exiger en 1929 le salaire de 1914, en se basant pour l'évaluation sur le chiffre de l'index-number qui est loin en dessous de la vérité, ne témoigne pas d'un esprit d'aventure.

De l'autre côté, il y avait les défenseurs de la paix à tout prix, afin de permettre le relèvement économique du pays, afin de sauver l'industrie et pour toutes autres belles choses de ce genre. Ces défenseurs, avocats du sacrifice... des travailleurs, n'avaient, en général, pas beaucoup à en souffrir eux-mêmes, ayant été assez intelligents pour s'assurer des situations enviables.

Comme ces derniers ne pouvaient ouvertement prêcher le renoncement à l'adaptation des salaires, ils durent recourir à des « manœuvres ». Et, depuis quelques années, toute la querelle entre « gauche » et « droite » se poursuit autour de la question : « Les ouvriers doivent-ils lutter pour reconquérir leurs prérogatives et leurs salaires d'avant-guerre ou doivent-ils, dans un souci de « paix industrielle » et de « loyale collaboration », se contenter des miettes que peut leur assurer la politique d'arbitrage et de diplomatie ? »

Ceux de « gauche » soutinrent àprement les droits des travailleurs ; à les conquérir par la lutte s'il le fallait, la responsabilité n'en incombant toujours qu'à la rapacité patronale.

Ceux de « droite » ne pouvaient aussi crûment défendre leur point de vue sans dénoncer leur tentative de castration syndicale ; car s'il est parfois possible de « bourrer le crâne » des travailleurs, qui sont d'une nature confiante et crédule, il est impossible de le faire lorsqu'un adversaire en démasque le danger.

Tout l'effort fut donc déployé con-

tre cet adversaire, celui de « gauche ». Pour le discréditer aux yeux des associés, tout fut mis en œuvre : le chantage, la calomnie, la délation, le mensonge. Spéculant sur un état d'esprit créé par la presse bourgeoise, on désigna toute tentative d'action syndicale comme une manœuvre « moscovitaire » ; quiconque osait s'élever contre la politique de léthargie était dénoncé comme bolcheviste ; on insinua que les meilleurs défenseurs des intérêts de nos camarades étaient payés par un parti politique ; que leurs critiques ne visaient qu'à s'emparer des postes pour mener l'organisation à sa perte. Et quand cette « gauche », malgré toutes les insanes tentatives, fut quand même à la direction de l'Association, la « droite » — quelques détracteurs de l'assiette-au-beurre » organisa le sabotage de tout le travail administratif du Comité et prêcha ouvertement l'indiscipline contre les décisions des assemblées et même des polls ; et lorsque la « droite » eut ainsi provoqué le plus abominable des gâchis, elle en accusa ses adversaires. Disposant du journal fédéral, qui est, sinon lu par tous nos associés, tout au moins distribué à chacun d'eux, ils y déversèrent de telles ordures à l'égard de ceux qui dirigeaient notre Association qu'un Congrès se prononça unanimement contre cet honteux abus de pouvoir.

Mais ces adversaires de la lutte contre les patrons — pas contre les travailleurs — ont un tel mépris pour les pauvres bougres qu'ils administrent, qu'ils recommencèrent peu après. Evidemment, la presse patronale, et même la presse quotidienne, les aida dans ce joli travail. Et tout cela fut mené avec une telle outrecuidance, une telle tenacité, que nombre d'associés finirent par en être ébranlés et ainsi se vérifiait le fameux : « Mentendez, mentez, il en restera toujours quelque chose !... ». Seuls, les 3 ou 400 membres qui suivent régulièrement les assemblées, et, par conséquent, peu-

vent juger, ont toujours fait justice et des calomnies et du défaitisme de la « droite », en l'écrasant en toutes occasions sous son imposante majorité. Pour ceux-ci, le « bourrage de crâne » est inopérant. Ils ont été les témoins de l'activité des uns et des autres. Et si TOUS les associés avaient pareillement suivi les assemblées, au lieu de l'indécision, au lieu du découragement, au lieu de la confusion, notre Association formerait un bloc inébranlable que rien ne pourrait entamer. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi et les patrons en tirent tout le profit.

* * *

Dans ces conditions, chacun de nos associés pourra-t-il « choisir consciemment, c'est-à-dire en connaissance de cause » ?

Ce sera bien difficile ; mais pas impossible.

Si la « droite » veut renoncer à son pathos, aussi vide que vain, sur les « traditions », le « passé glorieux », notre « vieille et chère Association » et autres filandreuses déclamations et exposer aux associés son programme syndical, ses méthodes, ses revendications immédiates, — si elle en a — et cela clairement, avec des engagements formels, alors il y aurait moyen d'aboutir à un résultat positif, car nous, ceux de la « gauche », **menons, depuis** des années, une lutte sans repos contre cette « droite » qui nous a acculés de défaite en défaite ; nous avons à notre disposition et contre eux des chiffres dont l'éloquence devrait suffire pour asseoir les meilleures convictions. Ce n'est pas de la littérature, ce n'est pas de la « vieille tradition d'honnêteté syndicale », ce sont des chiffres qui soulignent des événements et s'il reste un peu de bon sens aux membres de l'Association Typographique, ils devront suffire pour clouer au pilori les mauvais meneurs qui ont le cynisme de s'offrir à la direction de ceux qu'ils ont appauvris au seul bénéfice des patrons.

En 1925, la défaillance de quelques groupes de province nous fit perdre le bénéfice d'un sacrifice de neuf semaines de luttes qu'un peu plus de résistance eût couronné de plein succès. Nous avons eu l'occasion de nous élever alors contre cette tactique d'émascation et de flagornerie qui consiste à faire croire au vaincu qu'il est le vainqueur et nous avons analysé ce que signifiait ces neuf dixièmes de la victoire. Nos prédictions pessimistes se sont malheureusement vérifiées. Cependant, le contrat de 1928 est encore bien en dessous de celui de 1925 et pour peu que ceux qui gèrent — et comment ! — les affaires de la Fédération et s'offrent à gérer celles de l'Association, persévèrent dans cette voie, au lieu de toucher un salaire, nous aurons bientôt à payer les patrons, pour le grand honneur de sauver l'industrie belge du Livre.

Le contrat collectif de 1925 nous assurait un salaire de 191 fr. à l'index 555. La péréquation intégrale s'établissait par $555 \times 36.6 = 194.80$. La différence était assez minime.

Ce contrat nous assurait une fluctuation sur la base de l'index de 3.50 fr. par tranche de dix points, soit un décallage de la péréquation de 0.16 fr. par 10 points d'index.

Sur la base de ce contrat, notre salaire devrait être aujourd'hui de :

$191 + 35 \times 3 \text{ fr. } 50 = 313 \text{ fr. } 50$,
soit un décallage sur le salaire de 1914 de :

$330 \text{ fr. } 50 - 313 \text{ fr. } 50 = 17 \text{ fr.}$

Seulement, les patrons de province, d'accord avec ceux de Bruxelles, estimèrent que l'usure rapide de la volonté de lutte des travailleurs les autorisait à réduire ce salaire moins d'un an après qu'il eût été acquis. Leurs prévisions étaient justes. Au 1er octobre 1926, ils dénoncèrent la clause salaire du contrat et imposèrent une « stabilisation » du salaire de six mois. En bon français : une réduction définitive de 17 fr. 50 par semaine.

Qu'elles furent les positions respec-

tives de ceux qui se présentent en ce moment à vos suffrages? Car c'est dans l'action qu'il faut voir les dirigeants et non dans les vaines déclamations.

Sous l'impulsion de ceux de « gauche » — et contre ceux de « droite » — l'Association proposa au Congrès la résistance contre toute réduction de salaire.

Pas de diminution, plutôt la lutte — nous étions au début janvier. Telle fut la position de la « gauche ».

Alors que la dénonciation de la clause salaire fût effective depuis le 1er octobre et que l'intention des patrons fut connue depuis le mois d'août, rien ne fut tenté pour organiser la résistance, ni au point de vue moral, ni au point de vue matériel, par ceux qui portent la lourde responsabilité de la direction de la Fédération Typographique, c'est-à-dire par la « droite ». Aussi, à ce Congrès, ce fut l'étalage de l'impuissance. La volonté de s'incliner par avance devant tout ce que les patrons voudraient bien exiger. Et Bruxelles eut beau essayer de galvaniser les énergies, dénoncer les dangers d'une abdication sans le moindre essai de résistance; rien n'y fit. L'ordre des patrons fut écouté et les typos se virent imposer une perte hebdomadaire de 17 fr. 50.

Impuissance, abdication. Telle fut la position de la « droite ».

Ayant remporté cette première victoire, sans la moindre opposition, les patrons s'enhardirent. Ils estimèrent que 3 fr. 50 par dix points d'index étaient exagérés pour des travailleurs qui se laissaient si facilement dépouiller de leur salaire. Ils proposèrent 1 fr. 75.

Un nouveau Congrès fut réuni.

Bruxelles, sur proposition de la « gauche » contre la « droite », proposa de ne plus céder un centime et de recourir à la lutte plutôt que de voir à nouveau réduire nos salaires.

La « droite », une fois de plus, ne fit qu'étaler son impuissance et sa vo-

lonté de ne point lutter. Elle proposa, comme suprême moyen, de soumettre le différend à l'arbitrage officiel! C'était la duperie certaine. Les délégués « gauche » de Bruxelles dénoncèrent cette retraite, qui ne pouvait aboutir qu'à une nouvelle défaite. Peine perdue. Quand on ne sait pas se défendre, on ne doit pas s'attendre à ce que d'autres le fassent pour soi. L'arbitrage diminua le taux des tranches de 3 fr. 50 à 2 fr. 75!

La lutte de 1925, les deux diminutions de salaires, devaient servir de leçon aux dirigeants de « droite » de la Fédération — les mêmes qui voudraient aujourd'hui diriger notre Association! —; ils avaient 3 ans pour se préparer en vue du renouvellement de 1928. Est-il besoin de dire qu'ils furent incapables d'organiser quoi que ce soit, sauf le sabotage de notre Association.

La position de ceux de « gauche » est encore présente à la mémoire: leur revendication principale consistait en une péréquation intégrale de nos salaires, soit une augmentation de 38 fr. 50.

La position de ceux de « droite » est aussi connue: entérinement, après quelques palabres, des propositions patronales, qui auraient été infiniment moindres si Bruxelles n'avait manifesté jusqu'au bout sa volonté de lutte. Résultat: 17 fr. 50 d'augmentation en compensation de multiples aggravations.

Si maintenant nous calculons, nous trouvons que, depuis le contrat de 1925, **chaque associé a perdu**:

78 semaines à 17 fr. 50	1,360.00
13 semaines à 7 fr. 50	97.50

Soit 1,457.50

Plus

120 p^{ts}

104 semaines à 0.75 × $\frac{120}{2}$ =	468.00
---	--------

2

Ce qui fait un total de ... 1,925.50

Cette perte massive, vous la devez uniquement aux dirigeants de « droite » (Effort, Comité Central, etc.), qui ne peuvent invoquer, pour se défendre, que des phrases creuses sur les « traditions », « l'honnêteté syndicale » et autres calembredaines dont les patrons se moquent parfaitement.

Nous pourrions donner d'autres indications concernant l'activité syndicale de ces curieux syndicalistes; nous pensons que ce qui précède peut déjà suffire à éclairer ceux qui ne vivent pas régulièrement la vie de notre organisation.

Les résultats des méthodes de collaboration, arbitrage et autres diplomaties sont probants. Ils se résument en un mot: **défaite**.

Vous n'en voudrez plus.

Seule, la volonté de lutte, sans compromission ni marchandage, peut vous assurer les conditions de travail et de salaires auxquelles vous avez droit.

Et, maintenant, vous pourrez choisir consciemment et en connaissance de cause: c'est-à-dire pour les candidats de « gauche ».

QUERCUS.

A propos de la Taxe professionnelle

S'il est une loi inique en Belgique — comme en d'autres pays d'ailleurs — c'est bien celle qui oblige le travailleur à abandonner une partie de son maigre salaire. Tout le monde sait que ce salaire est parcimonieusement mesuré à la somme d'argent indispensable pour la satisfaction des besoins élémentaires de la vie: juste ce qu'il faut pour ne pas crever de faim et pour pouvoir fournir l'effort nécessaire au travail. En toute humanité, il semblerait que le minimum soit sacré, inaliénable.

Il en était ainsi autrefois. Maintenant, les travailleurs ont été élevés au rang de « sauveurs de la patrie », de « collaborateurs de la richesse nationale » et, à ces titres, après que les patrons leur ont extorqué les bénéfices de leur travail, l'Etat, à son tour, prélève sa dime. On leur devait bien ça, après qu'ils eurent fait le sacrifice de leur vie pour sauver leur « patrie ».

Les faiseurs de loi, eux, ont décliné l'honneur d'aider de leurs deniers au « relèvement du pays » et les sénateurs se sont exemptés eux-mêmes de l'impôt sur les 15,000 fr. d'« indemnité » qu'ils se sont octroyés par an; pourtant, pour ceux-ci, cette « indemnité » est bien la moindre de leurs nombreuses ressources, alors que l'ou-

vrier n'a d'autres « revenus » que son salaire.

Pour beaucoup d'industriels et de commerçants, certaines taxes ont été réduites, notamment la taxe de luxe, celle de consommation dans les restaurants, pâtisseries, etc. On a supprimé une annuité d'une vingtaine de millions que payaient les maîtres charbonniers. Pour l'ouvrier, le fisc n'a pas de ces tendresses, au contraire. La taxe augmente à la moindre progression de son salaire et pourtant la progression n'est due, le plus souvent, qu'aux modifications de l'index-number.

En voici la preuve: en 1923, un ouvrier, marié, père d'un enfant, et gagnant 150 francs par semaine, payait 1 fr. 05 de taxe; aujourd'hui, ce même ouvrier gagnant — en raison de l'élévation de l'index — 305 fr., paye 3 fr. 75 de taxe. Si le salaire a doublé, la taxe a triplé. Pourtant, avec le salaire actuel de 305 francs, cet ouvrier et sa famille a beaucoup plus de difficulté à subvenir à ses besoins qu'en 1923 avec 151 francs.

Quand donc les travailleurs cessent-ils de se diviser pour des querelles politiques? Quand donc comprendront-ils que ce sont eux, eux seuls, avec leurs forces coalisées, qui pourront s'opposer à cet impôt inique en-

tre tous? Ce n'est que grâce aux di-versions de toutes sortes suscitées par les politiciens que le gouvernement parvient à exercer cet abus.

Les industriels, les commerçants, se groupent, sans distinction de couleur politique, ni de confession religieuse, pour résister aux exigences du fisc et faire abaisser le taux de leurs contributions.

Il y a quelques mois, un débat à la Chambre prouva les abus formidables commis par le fisc en matière de taxe professionnelle. Le ministre incriminé dut reconnaître les faits. Les ouvriers, après avoir fait la preuve du trop-perçu, seraient remboursés.

Le beau piège? Pratiquement, cette promesse n'a donné aucun résultat. Gageons cependant que la campagne électorale qui va s'ouvrir verra démagogiquement exploiter cette situation. Il y aura de nouvelles promesses... électorales, sans plus!

Dans cette question de taxe professionnelle, seuls les ouvriers ne peuvent carotter le fisc, puisque l'impôt est automatiquement perçu à la source. Pour les autres « revenus », il n'en est pas de même et le champ est ouvert à toutes les fraudes : avocats et médecins, pour ne citer que ceux-là, se retranchent derrière le secret professionnel pour se fabriquer un revenu fictif que personne ne pourra contrôler. Il est vrai que ceux-ci sont des bourgeois et ceux-là des travailleurs.

Camarades, unissons-nous : faisons agir nos syndicats. Pas d'impôts sur les salaires! Ce sont les riches qui profitent de notre travail. Qu'ils paient!

N. OLRA.

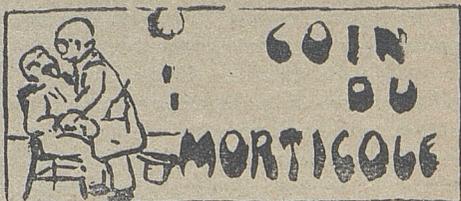
Communications

Le « Creuset » se réunira :

Le dimanche 10 février, à 9 h. 30 du matin, au local : « Le Lion d'Or », 23, place Saint-Géry.

Le dimanche 10 mars, à 9 h. 30 du matin, au local.

Nous insistons spécialement sur la nécessité pour nos camarades d'assister à ces séances très importantes.



L'ANGINE

Si le froid rend maussade et diminue la vitalité des humains que rendent frileux des habitations inconfortables et des habits mal conditionnés, il n'en est pas de même parmi certains représentants de la gent microbienne. Ces derniers guettent les moindres défaillances de l'organisme pour s'installer et pulluler dans l'organe où ils sont parvenus à élire domicile. Les amygdales, ces deux corpuscules en forme d'amande que l'on aperçoit enchâtonnés dans des replis de l'arrière-bouche, constituent, par le tissu qui les compose, une proie particulièrement facile.

Elles s'infectent par des microbes pénétrant dans la bouche avec les aliments ou les poussières atmosphériques, soit par contamination consécutive à un coryza, le vulgaire « rhume de cerveau ». Leur inflammation constitue l'angine, dont la gravité est plus ou moins sérieuse. Chaque hiver, nous voyons sévir des épidémies d'angine, auxquelles les particules de salive projetées, lors de la parole, par ceux qui sont porteurs de microbes virulents, ne sont pas étrangères.

La maladie débute par une élévation plus ou moins grande de la température, par de la courbature, des douleurs dans les membres, des vertiges. Parfois les troubles locaux de la gorge sont ressentis immédiatement. — D'habitude ils n'éclatent qu'après 24 heures : la déglutition est douloureuse ; une impression de tension occupe le pharynx. Derrière les angles de la mâchoire, s'aperçoivent des ganglions tuméfiés par l'infection et sensibles à la pression ; la langue est chargée, l'haleine mauvaise, la salivation est exagérée.

Si l'on examine dans un miroir l'arrière-bouche, l'on aperçoit une rou-

(Voir suite page 23).

Le Pèlerin de Moscou

Cinquante jours à travers la Russie Nouvelle

« L'U. R. S. S., il faut sans cesse le redire, pays hétéroclite et sur lequel le voyageur partial, qui ne veut voir qu'un côté des choses, peut mentir audacieusement tout en ne rapportant que des vérités. »

Luc Durtain

(« L'Autre Europe : Moscou et sa foi »)

VISAGES DES VILLES ET DES CAMPAGNES.

(Suite.)

Nous nous étions attardés dans un restaurant populaire confortablement aménagé dans les sous-sols d'une quelconque boutique de Stalino. En y pénétrant j'avais eu un brusque mouvement de recul ; une fumée épaisse, suffocante, laissait à peine deviner le grouillement de monde. Bien que des voix joyeuses nous assuraient de la bienvenue, j'hésitais à descendre dans ce bain tabagique. Mes camarades déjà s'étaient abandonnés aux bons soins de la « patronne » qui tassait sa clientèle. Et les « tavarichi », avec bonne volonté se collaient littéralement les uns contre les autres pour nous permettre d'incruster une table ou une chaise de plus dans ce restaurant archibondé.

Le dîner se prolongea tard dans la soirée. Les camarades de Stalino, rudes mineurs et solides métallos, nous couvaient d'une bonté naïve. Cédant tout à coup à un débordement de pensées, ils nous interpellaient d'une voix chantante. Peine perdue. « Ia nie pou-nimaïou ». Haussement d'épaules, gestes évasifs, découragés devant la muraille linguistique qui nous séparait. Et ils ont chanté. Plaintes cadencées du vent sur la steppe. Murmure qui s'enflait et éclatait en un ouragan de chansons. Vieux chœurs ukrainiens interminables et mélancoliques comme les nuits d'hiver.

Lorsque nous avons quitté cet établissement le vent soufflait en tempête, les rues étaient désertes. Après un dernier adieu à la gare, nous avons regagné notre maison roulante, où l'employé chargé de notre entretien

nous avait préparé un « tchaïe » bouillant.

Le lendemain, au réveil, le soleil furetaït entre les rideaux ; le long de la voie ferrée la verdure, figée par le gel, me prouvait cependant qu'il faisait toujours froid. Le paysage s'était modifié, le sol s'accidentait, les croupes s'arrondissaient davantage. De temps à autre, dans l'écorce durcie de la glèbe noire, apparaissait une déchirure au fond de laquelle s'allongeait un cadavre de rivière. Mais le soleil qui rougeoyait l'horizon égayait cependant ces scènes. Les villages ukrainiens étaient riants de crépi blanc. On y sentait l'aisance. Nous étions là, dans le grenier à grains du monde. Des oies grasses se dandinaient sur les chemins, des cochons noirs, groins levés, regardaient avec stupéfaction le train qui s'ébrouait au passage sur un pont de bois rudimentaire.

A Taganrok, malgré l'heure matinale, les petits marchands avaient envahi les quais. Ils vendaient du lait, des poulets rôtis, des poissons frits, des galettes, des pommes salées, que sais-je encore. C'étaient pourtant les journaux qui avaient le plus de succès.

Le train reprit sa course, longeant un bras de la mer d'Azof. Le spectacle était neuf. Mais là encore, si le soleil riait au ciel, la glace régnait et rongeaït peu à peu la mer.

Vers 10 heures du matin nous sommes arrivés à Rostov-sur-le-Don.

A la descente du wagon, un fort contingent de militaires avec drapeaux et musique nous fit la haïe d'honneur.

Pour des raisons de facilité d'organisation j'avais été rattaché à une délégation du Front Rouge Allemand et Français et on devait me servir du militaire jusqu'à la nausée. Discours,

évidemment, et copieusement même; mais toujours dans une ambiance très cordiale et très simple. Devant la gare, il y avait foule; une foule joyeuse, enthousiaste. La même que celle que je retrouverai le soir dans les grandes artères, foule aux vêtements soignés, à l'allure fière. On sentait la proximité du Caucase. Nombre d'hommes portaient la roubachka serrée à la taille par une ceinture rehaussée d'argent retenant de longs poignards effilés dans des gaines d'orfèvrerie.

Le lendemain, je m'étais levé tôt, ainsi que j'en avais l'habitude. Je profitais toujours du calme matinal pour vérifier et compléter mes notes et fixer mes impressions. Et il n'était guère 6 heures, lorsque je réclamai mes galoches au « dvornik » qui sommeillait dans sa peau de chèvre.

J'ai toujours éprouvé un grand plaisir à m'aventurer dans une ville inconnue, le nez au vent, sans but, sans savoir où aboutir. A me promener ainsi au hasard j'étais tombé dans des marchés inénarrables, cavernes d'Ali-Baba où trônaient dans des comptoirs crasseux des Juifs touchants d'obséquiosité. Vers 9 heures, j'étais retourné à l'hôtel pour déjeuner et connaître le programme du jour. Ne trouvant qu'un médiocre intérêt dans les spectacles militaires, j'ai laissé mes camarades « fronteviki » se tasser dans des autobus vers un village cosaque et j'ai repris, seul, mon vagabondage à travers Rostov.

J'ai voulu revoir le marché. En somme, c'est encore là qu'on prend le mieux contact avec le peuple. Aux alentours, beaucoup d'hommes stationnaient : des chômeurs; quelques-uns avaient déposé devant eux leurs outils. Une nuée de colporteurs marquaient le pas sur l'asphalte glacée. Encore des chômeurs, sans doute à l'affût de quelques kopeks. L'un offrait en vente une bouteille de vin de Crimée, probablement le produit d'un larcin; un autre tendait vainement une brochure frippée; tous chinaient les choses les plus disparates : vieilles bottes, vêtements usagés; il se dégageait de tout cela une misère évidente; peut-être bien aussi le vice, car je vis, couchés dans un coin, sâles et rapés, deux loqueteux hirsutes,

l'un buvait de la vodka à même la bouteille, comme si c'eût été de l'eau; l'autre regardait d'un œil hébété le verre qu'il venait de vider. Je les revis plus tard tendant la main pour une aumône. C'était un problème angoissant que cette lèpre de la misère qui s'épandait ainsi au cœur des villes; ce qui était pire, c'étaient des adolescents et même quelques enfants d'une saleté repoussante qui grelotaient sous le gel, regardant de tous leurs sens affamés les étalages de comestibles et de vêtements...

J'ai saisi dans la vie saignante cet instantané :

Dans le marché couvert, dont les boutiques étaient abondamment fournies, un vieux bonhomme à barbe de patriarche regardait — cette avidité des yeux, pouvait-elle s'appeler regarder? — une babouchka dodue qui grignotait des bouts de jambon pendant qu'on lui servait ses victuailles. Il y avait dans ce corps émacié qu'on devinait sous les loques et dans ce visage ravagé, une telle angoisse que je me détournai avec un frisson. Sans doute, ces misères sont fréquentes chez nous et les oppositions bien plus violentes. La petite bonne femme ne portait, elle, ni brillants, ni riches satins; son mari n'était sûrement pas autre chose qu'un modeste travailleur. Mais j'étais en Russie, où la révolution avait créé entre les hommes — surtout entre les malheureux — un lien de proche et solidaire parenté. Et ce vieillard symbolisait la souffrance humaine qui s'acharnait quand même et malgré tout en narguant les efforts les plus généreux.

Dehors, c'était un débordement de mangeaille, étalée sans façon, en vrac, sur des claies d'osier. Des dindes, des oies, des poulets (tout cela très bon marché), des têtes de mouton frisées dans leur fourrure de laine noire ourlée d'un liseré de sang, des cochons de lait, des pommes — c'était à peu près le seul fruit, — du pain, du pain partout sous toutes formes, depuis des anneaux minuscules jusqu'aux savoureuses miches de quatre livres. Un pope aux longs cheveux huileux, à genoux sur la glace, mendiait, les yeux noyés dans je ne sais quelle sainte vision...

Un attroupement; une garmochka entre les mains d'un aveugle pleurait une litanie; une vieille femme grasse accompagnait l'instrument de sa voix aigre. Elle vendait des chansons, mais je n'ai vu personne lui en acheter. Un marchand de jouets. Ah! les jouets russes. D'une naïveté sous leur peinture jaune citron! Ceux-ci se vendaient. Une maman avait acheté un jouet dont les deux roues faisaient pirouetter un pantin. Elle en était toute heureuse; parfois elle s'arrêtait, faisait fonctionner la mécanique, riait et repartait. Les mamans russes ont aussi un cœur tendre...

Mais laissons là ce marché qui était trop honorable. Je suis retourné sur mes pas et, en longeant un boulevard, je suis arrivé au « marché aux puces », j'avais trouvé ça au hasard. C'était le Capharnaïm. Une cohue. Sans doute, il y avait des boutiques où on vous arrangeait à l'instant vos souliers; où on vous fabriquait une clef, où on recousait votre habit. Il y avait même des boutiques où on vous vendait des meubles, des saucisses chaudes et bien d'autres choses encore. Mais le marché, le véritable, le vrai de vrai, c'était cette cohue. Il y avait de tout là-dedans! Il devait même y avoir des poux qui s'échangeaient, se donnaient gratuitement, si j'en jugeais par des démanégeaisons insolites. Il y avait une campagnarde qui venait de défaire son châle et l'offrait en vente : je le lui aurais bien acheté, il était rouge avec des fleurs jaunes et vertes, mais les mites avaient grignoté l'étoffe. Des bottes, des bottes, sept roubles. C'était pour rien! J'aurais volontiers acheté un de ces bonnets de fourrure, mais je n'osais les essayer, j'avais un faible pour ma chevelure et on n'était pas sûr... Des caftans, des houppelandes, des peaux de chèvres et jusqu'à des bourkas de cosaques. Un bonhomme me tendait un col d'astrakan, la peau était bonne. Je lui demandai le prix. Rien à faire je ne comprenais pas. Il avait dit vingt-cinq. Je revins cependant. Si c'était des kopeks... Mais non, c'était bien des roubles! Il devait me prendre pour un nepman américain. Et chacun venait vendre là quelque chose de sa vie... Pourquoi? Pourquoi manger, sans doute, peut-être aussi pour boire?...

Mystère. Une femme vendait des rideaux usagés; une autre des bottines; celle-là encore une blouse de soie, élégance d'un autre âge. Étaient-elles tristes au moins? On ne pouvait savoir : ces visages étaient fermés...

Et le marché s'étendait ainsi sur une très grande superficie. Vers les confins, des véritables marchands vendaient des vêtements neufs manufacturés; ceux-ci avaient boutiques ou étals; ceux-là circulaient en brandissant une chemise, un serre-gorge, un pantalon de toile. Plus bas c'étaient les boutiques des bonnets de fourrure, de soierie, de jouets. Mes pauvres belgas ne pouvaient prétendre s'échanger contre toutes ces jolies choses...

Je retournai vers le port. Était-ce bien un port cette suite de quais déserts? Pour y accéder, je dévalai des ruelles abandonnées où patientaient depuis des années des entrepôts dégaris. Le Don était là, qui roulait entre deux dentelles de cristal ses eaux jaunâtres. Lorsque je repasserai, quelques jours plus tard, ce fleuve immense ne sera plus qu'un bloc de glace, sur lequel circuleront de pesants attelages. Le vent me cinglait la peau comme avec une lanière; d'instinct je me serais sur moi-même pour me garder de la soudaine bourrasque qui m'assaillait. Au loin, je vis quelques bateaux de très faible tonnage; plus près, tout était désert; contre des arbres en grume, un chien, que la mort tenait déjà, grelottait et me regardait de ses yeux d'agonie. De loin en loin, une sentinelle emmaillottée dans des peaux de biques montait la garde. Je passais, j'entraï, je sortais, personne ne me disait rien. Ah! voici un bateau arrimé près d'un pavillon; il fait courrier sur le Don. Ses aubes étaient emprisonnées dans une cage de glace. Des mâts, des cordages pendaient de longues stalactites de cristal. Le pont était vierge : c'était un vaisseau fantôme. Tapi contre la muraille du quai, un petit voilier déchargeait des choux blancs gelés — légume national. Et les quais de Rostov, si vivants, si joyeux, si riches à l'autonne, lorsque s'entasse en montagnes d'or le beau blé de l'Ukraine, ne formaient plus qu'un désert balayé par la bise hostile...

Point n'était nécessaire de demander

mon chemin. Il fallait monter vers le centre. Je pris les plus sordides et tortueuses ruelles. Les maisons fermées, couleur lie-de-vin, écaillées de plâtras blancs ne laissaient rien deviner de leur intimité. Quand, par hasard, je franchissais l'enceinte d'une cour l'habitant me saluait; les gamins s'attroupaient et s'encourageaient l'un l'autre à se moquer de moi; les femmes me dévisageaient avec une curiosité amusée; mais les conversations étaient impossibles. Les plus hardies demandaient laconiquement : « Inostrani ? » (Etranger ?). — « Da, delegat ». Et de suite le même mur, impossible à abattre, se dressait entre nous.

J'ouvris une porte au passage : c'était une halle de boucherie. Sous les poires électriques qui piquaient la demi-obscurité, les étals saignaient. Les gens grouillaient avec des visages sinistres. Aux crochets, des bêtants écorchés pendaient avec des airs de christ en croix...

Voici des boulevards, avec leur foule vive. Les magasins nombreux témoignaient d'un commerce florissant. Les femmes se distinguaient, elles semblaient avoir l'élégance innée, avec leurs grands yeux noirs légèrement obliques, leur teint rose sur une peau très fine. Elles gâtaient cette fraîcheur, en vraies filles d'Eve, avec de la poudre et du rouge. Dans le cadre d'un mouchoir de couleur, c'était pourtant joli. Elles trottaient et bavardaient, l'air heureux. J'aurais bien voulu interroger ces insouciantes, mais « ia ne poumamaïou »...

Je me laissais guider par les allées. Oh ! je ne pouvais pas me perdre dans cette ville découpée en damier. Lorsque je me fus promené pendant quelques heures, je me retrouvai près de l'hôtel.

* * *

Depuis des heures et des heures, le train se traînait sur la voie. La veille au soir, nous avions quitté Rostov pour une étape de 495 kilomètres. En ces confins de l'Europe orientale, les locomotives sont dolentes, notre « direct » n'était pas pressé, l'horaire accommodant lui octroyait douze longues heures pour franchir la distance, des raisons inconnues y ajoutèrent huit heu-

res de retard, portant ainsi la vitesse horaire à moins de vingt-cinq kilomètres. Nietchevo ! La camarade Lindward, notre « tolmach », se désolait; son mari subissait une cure à Kitoslovosk, que nous devions visiter... si nous pouvions avoir la correspondance à Mineralnie-Vode. Dès le lever du jour, elle avait guetté les heures et le nom des villes échelonnées le long du ruban de fer. A Kavkaskaïa, nous avions déjà plus de trois heures de retard et nous n'étions pas à mi-chemin. La voie escaladait les premiers plateaux du Caucase et la locomotive s'époumonait tant et si bien qu'elle dut abandonner une partie de sa charge pour franchir une longue côte. De notre wagon, nous suivions du regard le reste du convoi qui se traînait derrière la machine poussive. Nous étions tels des naufragés abandonnés de l'équipage. Au bout d'une heure, la locomotive vint nous reprendre et le voyage se poursuivit. A Armawir, en plein Kouban, le retard était de cinq heures. Normalement nous devions être arrivés à Mineralnie-Vode et nous en étions distants de 190 kilomètres. Quoique nous étions en plein Caucase, le paysage ne répondait en rien à mon imagination. Plaines pierreuses, ourlées au loin d'une ceinture schisteuse; vallées qui s'évasaient le long de la voie. De loin en loin, des villages de cosaques : bâtiment sombre, caserne sans doute, autour duquel s'espacèrent des maisons aux toits plats; des chevaux aux encolures souples; à la longue crinière, s'abreuyaient près des mares; des cavaliers, minces silhouettes, apparaissaient parfois à la crête d'un rocher. Et les heures traînaient...

Les montagnes escaladaient le ciel : le couloir dans lequel circulait notre convoi se resserrait entre les parois rocheuses, abruptes comme des falaises. La neige dévalait des « coulées », comme des larmes gelées; pendant que dans les champs le blé levait déjà sa promesse.

Nous sommes arrivés à Mineralnie-Vode à 5 heures du soir; il y avait 42 heures que nous roulions depuis Rostov ! Les braves gens nous attendaient depuis le matin, drapeaux rouges au vent. La musique était là aussi, ainsi

que les discours. Dans le restaurant de la gare, un dîner copieux nous attendait, aussi... depuis le matin. Nietchevo ! Le borchitch était excellent et la volaille raisonnable... et nous avions faim... soif... et, comme nous étions dans la patrie du « Narzan », cette eau minérale incomparable, nous en avons usé et même abusé. Le repas n'était pas terminé que déjà on nous fusillait à bout portant avec une demi-douzaine de discours enflammés. La race ici était ardente. La révolution fut particulièrement meurtrière dans le Caucase. Il fallut des mois, des années, pour réduire, dans la montagne complice, les bandes organisées des blancs.

Il était trop tard pour pousser jusqu'à Kitoslovosk, d'ailleurs il n'y avait plus de trains, notre « tolmach » était désespérée, elle ne verrait pas son mari. Il fallut aller au club entendre la suite des discours et aussi, ce qui était mieux, nous mêler avec le peuple fraternel.

Le train devait nous reprendre à 11 heures et comme le télégraphe nous annonça qu'il aurait cinq heures de retard, j'ai été me coucher...

Le lendemain matin, au réveil, le train roulait; il était huit heures et... nous avions fait 80 kilomètres. Il en restait à peine 700 à parcourir pour atteindre Bakou. C'était consolant.

Le paysage devenait vraiment sinistre; sans autre végétation que de rares touffes d'herbes, plumeaux chétifs plantés dans un désert de pierres. La chaîne du Caucase nous accompagnait à notre droite. Fried, qui avait déjà fait le voyage, me désigna une masse formidable tassée sur l'horizon, c'était l'Elbrouz, 5,642 mètres, son bonnet blanc se confondait avec les nuages; puis un autre géant, le Kasbek de plus de 5,000 mètres aussi.

L'intérêt fut réveillé aux approches de Grosnyi, centre pétrolifère important. La voie ferrée, tout à coup, s'animait de bruit et de manœuvres; d'interminables trains citernes, longues et lentes chenilles, se traînaient en tous sens.

Et ainsi, après 78 heures de chemin de fer, nous étions arrivés à Bakou, avec un retard de 5 heures à peine sur l'horaire. L'heure matinale de notre ar-

rivé nous épargna, cette fois, le supplice des discours. A l'extrême pointe de l'Europe orientale, comme un geste tendu par dessus la mer Caspienne pour rejoindre l'Asie, Bakou jouit d'un climat très doux. Lors de mon passage, fin novembre, les parcs publics étaient éclatants de verdure et leurs corbeilles de fleurs me firent oublier les neiges de l'Ukraine.

Bakou est orientale autant qu'une ville européenne peut l'être. La population, dans sa majeure partie, est d'ailleurs turque et, avant la révolution, l'Islamisme imprégnait fortement la vie publique. Les richesses pétrolifères de tout l'Azerbedjan assurent à Bakou un intérêt tout à fait particulier. Le Gouvernement des Soviets fait un effort prodigieux pour réveiller d'un assoupissement séculaire, provoqué par la double cause d'un asservissement religieux et national, une population dont le potentiel énergétique semble très grand. Bakou, c'est le pétrole : il semble qu'il suinte partout. Lors d'une visite à Bibi-Embad, lagune où s'élèvent les innombrables pompes à naphthes, on me raconta qu'autrefois l'incurie des compagnies d'exploitation était telle que les incendies éclairaient la ville d'une façon permanente. Je reviendrai dans d'autres chapitres sur la question du pétrole, qui est une des plus brûlantes pour l'U.R.S.S.

Le jour de notre arrivée, nous avons eu quelques heures de soleil, mais comme il avait plu pendant 40 heures indistinctement, la boue envahissait les chaussées. Dans le port, de nombreux navires attestaient d'un commerce important. Les coopératives s'étaient rapidement développées et absorbaient au moins 85 p. c. du commerce de détail. De nombreux petits boutiquiers cependant égayaient certaines rues de leurs truculents étalages. A l'autre bout de la ville — dans la ville noire — sont concentrées des raffineries de naphte. J'ai vu là des sortes de coronas abominables : ville de cauchemar, noire, dégoûtante repoussante; êtres et choses semblaient avoir été trempés dans le coaltar gluant; des tranchées étaient creusées et maçonnées dans la chaussée à ciel ouvert, il y circulait un liquide visqueux et fûmant. De nouvelles

tre journal étouffe la vérité et qu'est-ce qui vous autorise à dire qu'il écrit des mensonges? » A quoi on lui répondit : « Il n'y a pire menteur que celui qui se refuse d'entendre la contradiction ; l'appréhension d'une argumentation capable de démolir sa calomnie et sa sottise, la crainte d'être confondu et démasqué font que le menteur se refuse à toute réplique. »

En conclusion, nous pouvons affirmer que nous ne sommes plus neutres ; que nous sommes asservis au parti socialiste et, dès lors, à quoi rime cette sentence d'un certain nombre d'entre nous qui s'en vont répétant : « Nous sommes un syndicat neutre, on ne doit pas faire de politique chez nous ; il faudrait, d'un côté comme de l'autre, que socialistes et communistes cessent de prendre nos assemblées pour une arène politique. »

Vraiment, c'est là une singulière façon de résoudre la difficulté. C'est voir sans se donner la peine de regarder.

De deux choses l'une : Ou nous sommes neutres et notre journal publiera, sans le moindre commentaire, le pour et le contre des diverses tendances de ses membres, laissant ainsi la majorité seul juge des lignes de conduite qu'elle entend se tracer au mieux des intérêts de tous les associés. Ou nous ne sommes plus neutres et le journal, aux mains des Comités centraux, pourra continuer son action de politique de parti à ses dépens — c'est-à-dire avec les ressources de ses partisans politiques et non avec l'argent de ses adversaires — ce à quoi, du reste, il est plus que jamais décidé sous peine de voir ses positions et son prestige fortement ébranlés.

Mais, alors, que faire? Comment retrouver, si pas notre neutralité, tout au moins l'indépendance de notre section?

Sans détour et sans embages, nous disons : Il faut créer notre journal local, le journal de notre section. Un journal qui, sans esprit de parti, ouvrira ses colonnes à tous, publiera, sous la responsabilité de leurs auteurs, les articles des diverses tendances auxquelles appartient notre Association.

Bon! J'entends déjà les protestations : « Votre journal local servira de tribune aux deux clans, communistes

et socialistes s'invectiveront au profit de leur parti respectif, et, à nouveau, nous retomberons dans la politique. »

Cette objection, qui semble avoir du poids, amène à poser la question : « Peut-on être neutre? » Peut-on se garder de prendre le parti de l'un ou de l'autre des deux adversaires politiques en cause?

Non! Nous ne pouvons être neutres, et voici pourquoi :

Institué pour la défense des intérêts ouvriers, le syndicat a pour objet de veiller à l'amélioration des conditions de travail et surtout à défendre, contre les emprises et attaques patronales, les positions acquises à la suite de luttes incessantes. Que, pour maintenir sa force et son prestige, il arrive très souvent que les débats au cours de ses assemblées empruntent inéluctablement les formes et moyens de défense propres soit au parti socialiste, soit au parti communiste, tous deux organismes politiques et qui, cependant, prétendent au même but que celui poursuivi par notre syndicat, c'est-à-dire la défense, dans toute l'acception du terme, des intérêts de la classe ouvrière.

S'il est donc établi :

1° Que nous ne pouvons pas être neutres au stricte sens du mot, puisque tantôt appelés à combattre des lois gouvernementales nous portant préjudice (lois faites par des politiciens de toutes couleurs); tantôt à épouser ou rejeter des tendances de partis politiques voulant nous inféoder;

2° Qu'en poursuivant le but que s'est assigné notre syndicat, nous sommes fatalement appelés à faire, non pas de la politique au profit d'un parti, mais à faire de la « politique syndicale », c'est-à-dire une politique de défense et de revendications;

3° Que cette politique-là, si faible soit-elle, sera toujours qualifiée de communiste ou bolchéviste par le patronat rationalisateur qui ne désigne plus que sous ce nom l'action ouvrière.

Il nous reste à concéder que ne pouvant rester neutres, il nous faut, coûte que coûte, garder notre INDEPENDANCE. Il faut dénier à n'importe quel parti politique le droit de brider ou d'assujettir notre action syndicale. Avec ou contre eux, selon que les intérêts du syndicat en dépendent.

Pour accomplir cette tâche, qui est celle de tous les syndiqués, il ne suffit pas de payer des cotisations. Tout syndiqué conscient de ses intérêts a pour devoir d'assister aux assemblées. Elle est coupable de l'indifférence qui consiste à abandonner le travail aux autres et à en retirer le profit. Il est vain et ridicule de dire : « Je n'assiste pas aux séances parce qu'on s'y chahaille. » Voudrait-on qu'on s'y entende comme coq en pâte? Voudrait-on que l'activité de nos dirigeants soit à l'abri de toutes critiques? Oui! Choisissez alors des surhommes! N'est-ce pas de l'opposition dans la discussion que jaillit la lumière? Ne sont-ce pas les débats contradictoires qui permettront à l'auditeur de se former une opinion qu'il affirmera au moment du vote qui est le souverain maître des directives de notre syndicat.

Allons, camarades syndiqués, assistez comme un seul homme à vos assemblées; brisez par votre vote les entraves de ceux qui prétendent aliéner notre indépendance; ne laissez pas aux politiciens seuls le soin de canaliser vos intérêts. C'est vous-mêmes, par l'effort commun, qui tracerez les directives de votre syndicat qui doit rester libre et sans tutelle, qui doit être avant tout, non pas une association de la politique de rationalisation préconisée par la Haute Banque, l'Industrie et le Commerce, rationalisation dont cette trilogie entend être seule bénéficiaire et dont le nombre des victimes ouvrières jetées sur le pavé des sans-travail s'accroît de jour en jour.

Le syndicalisme doit se libérer de l'intrusion des partis politiques.

SENREV.

Mensonge! Hypocrisie!

Ils préparent "leur" élection

La « Fédération Typographique » du 15 janvier vient de publier un article de la plume du citoyen Van Hasendonck, qui sent singulièrement la campagne électorale pour le renouvellement du Comité de Bruxelles.

Il est clair que l'opinion exprimée par Van Hasendonck n'est pas seulement la sienne, mais aussi celle du Comité Central et de sa fraction syndicale organisée qui s'appelle l'« Effort » (qui reçoit le gros de ses annonces d'organismes du P. O. B.).

S'il ne s'était agi que d'une des habituelles grandiloquentes « zeeverderijen » auxquelles le confrère Van Hasendonck nous a habitués depuis longtemps, l'on aurait pu dire : le chien aboie, la caravane passe ».

Mais aujourd'hui il s'agit d'autre chose : « Il s'agit du bilan du Comité Central » et de ses perspectives... disons... d'inaction. Il contient en même temps l'aveu de la justesse d'une accusation que nous portons depuis des années contre le C. C., à savoir : l'incapacité criante de ces gens de comprendre l'évolution du capitalisme et des moyens de le combattre efficacement

aux différentes périodes de son évolution.

Le titre même de son article est caractéristique : « Les soubresauts de l'index » et montre que cette question reste incomprise par nos dirigeants.

L'augmentation qu'a subie l'index était prévue, était même annoncée dans la presse bourgeoise. Il ne s'agit là nullement de « soubresauts de l'index », mais bien de son ascension graduelle vers l'index mondial. La montée de l'index est toujours quelque peu plus forte pendant les mois d'hiver. C'est là tout le mystère qui « effare » et remplit d'« anxiété » le porte-plume du Comité Central.

Il ne voit pas que c'est là un des multiples symptômes de l'écroulement du régime capitaliste; ces hystériques réformistes ne peuvent plus voir ce fait essentiel d'un capitalisme qui, au fur et à mesure qu'il augmente sa production, augmente aussi ses contradictions internes qui doivent le conduire au tombeau. Comme des petites filles, ils parlent de leur « effarement » et de leur « anxiété ».

Voyons le fameux bilan qui, quoique incomplet (le recul au point de vue des heures de travail et autres avantages y manque) est déjà suggestif.

Nous citons textuellement de la « Fédération Typographique » :

« Notre salaire minimum — nous prenons Bruxelles pour base — étant de fr. 36.60 en 1914, et on ne prétendra sans doute point qu'il était exagéré, il faut, en toute logique, pour établir le montant exact de notre salaire actuel, l'index local étant à 903, multiplier fr. 36.60 par 9.03, ce qui nous donne la somme de fr. 330.50; or, le barème en vigueur ne nous alloue qu'un minimum de fr. 301.75, soit un manque à gagner de fr. 28.75 par semaine, ou de 1495 francs par an. Une paille, un fétu, comme vous le voyez !

» Il en va de même pour ce qui concerne les tranches : chaque tranche de 10 points équivaut à 1/10 de fr. 36.60 ou fr. 3.66, soit fr. 7.32 par tranche de 20 points, d'où un nouveau déchet de fr. 1.78 chaque fois que l'index monte de 20 points.

» Et nous n'ergoterons même pas sur la question de savoir si l'index, tel qu'il est établi, reflète sincèrement la situation. Nous prétendons, toutefois, que l'expérience que nous en faisons chaque jour à nos dépens, nous prouve surabondamment que l'indice réel du coût de la vie est au moins à 1,000 pour Bruxelles. Nous sommes donc plus que modeste en nous contentant des 903 points officiels (!), et nous défions quiconque de réfuter sérieusement notre argumentation chiffrée. »

Nous n'avons nulle envie d'essayer de « réfuter » l'argumentation du citoyen Van Hasendonck, d'autant moins que ce cher confrère a simplement « plagié » le point de vue de l'Association de Bruxelles, que lui et ses acolytes du C. C. ont combattu avec tant d'acharnement.

C'était pour empêcher le rajustement des salaires des typos bruxellois que les C. C. se sont « placés » dans une position analogue à celle des patrons ».

Trop tard, confrères du C.C. ! C'était au mois de mai qu'il aurait fallu voir cela « et surtout agir en conséquence ». Vous avez préféré lutter contre les typos bruxellois, « par tous les moyens », aux côtés des patrons ; votre démagogie

n'effacera pas de sitôt votre faute.

Et les perspectives ?!

Il n'y a rien de changé ! Le Comité Central n'a rien appris et n'a rien oublié ! Cette constatation de l'aggravation constante des conditions de travail et de salaire des ouvriers ne peut pas faire réfléchir sérieusement le C. C., elle peut seulement remplir « d'anxiété » leur âme sensible !

Comme par le passé, il pose le problème : faut-il, ne faut-il pas ?

« Logique », « toute loyauté », « toute honnêteté » ! Serons-nous ou ne serons-nous pas « en état d'imposer nos revendications avec chances de succès » ?

Voyez donc ce beau langage d'hésitation et d'incertitude ! Auquel vient s'ajouter l'éternel « chacun prendra ses responsabilités » ! Des « mûrement réfléchis », des « examiner froidement », etc... etc... et c'est tout comme perspective !... Après ça l'on peut tirer l'échelle.

C'est l'aveu complet, total, de l'impuissance, de la paresse morale, de la faillite de la direction de la Fédération Typographique !

Pour nous, la bataille continue, et sur deux fronts : contre le patronat et contre ceux qui le soutiennent dans la pratique.

Pas de vie meilleure, pas de meilleurs salaires et de conditions de travail sans lutte contre les « parasites de tout acabit » (comme les appelle Van Hasendonck) !

Nous voulons mieux vivre et nous ne sommes pas trop paresseux pour arracher cette vie de la main de ceux qui détiennent le pouvoir, de ceux qui nous exploitent !

Nous ne disons pas à nos camarades « prenez vos responsabilités » à la « Ponce-Pilate » ; nous vous disons : il est grandement temps de nous ressaisir, de consolider nos forces, de nous dresser avec énergie contre le patronat et et contre ceux qui en font le jeu, pour imposer nos revendications.

Et pour mener cette bataille, vous vous désignerez une direction forte, sachant orienter votre lutte vers la victoire !

G. V. d. B.

Les Arts Graphiques, S. C.
Chaussée de Haecht 201
Schaarbeek